



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

« Villes et territoires durables à l'heure de la planification écologique » - Un événement Villes et territoires durables, le 19 décembre 2022 à Paris

Dans la continuité du Grand débat et de la Convention citoyenne pour le climat, la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) poursuit les actions engagées depuis plus de 10 ans avec le « Plan Ville durable », en cherchant à concilier les aspirations des Français avec les enjeux d'un aménagement plus durable de nos territoires.

Le mouvement des gilets jaunes a en effet mis en évidence la nécessité d'une transition juste pour accompagner la sortie d'un modèle de développement et d'aménagement hérité des 30 glorieuses ; la crise sanitaire a renforcé les controverses autour de la ville dense en confortant l'aspiration des Français pour la maison individuelle avec jardin ; les crises climatique et géopolitique génèrent des injonctions contradictoires qui nécessitent des arbitrages entre politiques. Pour faire face, nous devons progresser dans une meilleure compréhension et prise en compte des aspirations citoyennes, et des différentes expertises (d'usage, technique, scientifique, politique), qui nous permettront de faire les meilleurs choix.

Ainsi, un « manifeste de la ville durable » a été rédigé en 2020, avec l'appui de l'association France Ville Durable, autour de quatre défis - sobriété, résilience, inclusion, création de valeurs - qui sont désormais bien partagés par les parties prenantes. Le chemin pour atteindre ces objectifs reste en revanche encore source de controverses : l'enjeu est d'identifier, pour atteindre ces défis, ce que chacun doit abandonner ou transformer, individuellement comme collectivement. La priorité est ensuite de proposer les contreparties aux efforts consentis, à mettre en place notamment par la puissance publique, de façon différenciée selon les contextes territoriaux et sociaux, pour accompagner cette transition écologique et la rendre désirable et soutenable partout et pour tous, en particulier pour les plus défavorisés.

À cette fin, une consultation citoyenne a été organisée en 2021, dont le dernier chapitre se clôt fin 2022. Des groupes de travail ont ainsi été organisés au premier semestre 2022 avec une quinzaine de citoyens volontaires pour illustrer et enrichir le « manifeste de la ville durable » par des actions concrètes, leur vision citoyenne et leur expertise d'usage. L'enjeu est de montrer que l'atteinte des quatre défis - sobriété, résilience, inclusion, création de valeurs - est possible et déjà engagée dans des projets pionniers, et qu'il convient désormais d'identifier les conditions qui permettront de les généraliser ou les faciliter, ainsi que les freins à lever pour passer à plus grande échelle. Quatre documentaires « citoyens » sont en cours de finalisation, pensés comme des conversations entre experts, décideurs publics, élus et citoyens pour trouver les conditions d'accélération de la transition à partir de ces projets concrets choisis par les citoyens comme étant prometteurs en possibilités de transformation vertueuse.

La DGALN se prépare désormais à contribuer, pour les politiques dont elle a la charge, au chantier de la planification écologique, avec l'obligation d'accélérer, tout en ne laissant personne de côté, acteurs comme territoires. Il convient en effet d'embarquer tous les citoyens, pour conduire une transition juste et solidaire. Il faut également embarquer l'ensemble des acteurs qui fabriquent la ville et les territoires et rendre plus robuste la chaîne de production qui les unit. Il convient également désormais de prendre en compte la diversité des territoires et la réalité du terrain, pour décliner ces défis de façon différenciée selon les contextes. Les freins à lever pour y parvenir, identifiés dans ce cadre, pourront faire alors l'objet de négociations au sein du Conseil national de la refondation pour trouver les solutions à mettre en œuvre par chaque acteur.

C'est pour cette nouvelle étape que la DGALN propose le 19 décembre un événement d'ouverture sur de nouvelles pistes d'actions en faveur d'une planification écologique pour l'aménagement durable des villes et des territoires, tenant compte de la diversité des territoires français. Cet événement réunira les ministres concernés par l'aménagement durable des territoires, ainsi que des experts, élus locaux, penseurs, citoyens et artistes, pour un dialogue qui permettra de poser les jalons d'une nouvelle séquence de l'action gouvernementale en faveur des « villes et territoires durables ».

Le matin, des « ateliers en conversation » seront organisés, avec un dialogue entre citoyens, praticiens, experts et pouvoirs publics ou élus. Quatre ateliers seront ainsi organisés autour de quatre thématiques :

1. Circuits courts et alimentation
2. Nouvelles formes d'habiter
3. Consommation responsable et sobriété
4. Participation citoyenne

L'objectif est de faire émerger des travaux des solutions concrètes permettant de dépasser les difficultés à se mettre en transition.

L'après-midi, trois « tables rondes (ré)créatives de (nouvelles) valeurs » seront organisées sur la mise en œuvre, différenciée, des quatre défis (sobriété, résilience, inclusion, création de valeurs) et de la planification écologique sur trois typologies territoriales différentes :

1. Espaces métropolitains (au marché immobilier et foncier tendu)
2. Espaces périphériques, commerciaux et pavillonnaires (de l'entre-deux)
3. Espaces ruraux (au marché immobilier et foncier détendu)

Pour chaque séquence thématique, l'ouverture sera assurée par un keynote, suivie par une table ronde autour de trois ou quatre acteurs aux regards complémentaires : un ou deux grands témoins, un représentant de collectivité ou un élu, un artiste.

La conclusion de la journée sera dédiée à une séquence plus prospective et artistique autour de l'écologie culturelle et la nécessité de travailler sur de nouveaux imaginaires autour de la transition écologique, qui ne pourra pas se faire sans la reconnaissance des diversités individuelles, territoriales et culturelles, avec comme ciment la construction d'un récit commun.